



Communiqué de presse

**Suspension des néonicotinoïdes :
L'environnement et les producteurs perdants
Attention à l'effet boomerang**

Le Collectif Sauvons les fruits et légumes de France s'inquiète des conséquences de la suspension de l'usage de trois néonicotinoïdes

Paris, le 30 avril 2013 – L'absence d'un consensus du Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale ouvre la porte à une interdiction par la Commission européenne de l'usage de trois néonicotinoïdes (clothianidine, imidaclopride et thiaméthoxame). Pour le Collectif Sauvons les fruits et légumes de France, rassemblant des producteurs conventionnels et biologiques, cette décision est le résultat d'un lobbying démagogique et effréné d'associations environnementalistes. Celles-ci se sont lancées depuis de nombreuses années dans un combat idéologique au dépend de l'agriculture et de l'environnement.

Les agriculteurs ont besoin de techniques innovantes et respectueuses de l'environnement.

En arboriculture, depuis quelques années, les producteurs doivent faire face à une recrudescence de pucerons lanigères. Pour lutter contre ce ravageur, l'administration française avait autorisé l'usage de deux produits à base des néonicotinoïdes la clothianidine et le thiaméthoxame, qui plus est en période post-floral. Ceux-ci avaient un avantage écologique incomparable : une très faible toxicité vis-à-vis de l'Aphelinus mali, micro-hyménoptère prédateur des pucerons lanigères et donc outil naturel de contrôle. Demain, les producteurs n'auront accès qu'à un seul produit : celui-ci doit être utilisé impérativement très tôt en saison et donc sans une évaluation du développement du prédateur.

Contrairement à la position exprimée par le Ministère de l'agriculture se réjouissant de l'interdiction des trois néonicotinoïdes incriminés (clothianidine, imidaclopride et thiaméthoxame), le Collectif Sauvons les fruits et légumes de France s'inquiète fortement des conséquences de leur interdiction sur la compétitivité des arboriculteurs.

Contact presse : Bernard Géry, maraicher : 06 11 91 61 57
contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr

Des progrès à faire pour la filière apicole européenne

Les arboriculteurs constatent que l'apiculture européenne manque encore de données précises sur la réalité sanitaire des colonies d'abeilles. Moins de 50 % des ruches françaises ont un traitement homologué contre le varroa (cause de mortalité n°1 des abeilles selon l'ANSES*). En cause également, le manque de ressource florale. Aujourd'hui, trois substances sont interdites. Attention : dès demain, les associations environnementalistes expliqueront que la mortalité des abeilles est due à d'autres substances pour masquer leur incapacité à faire face aux enjeux techniques et économiques de la filière apicole.

« Cette décision est caractéristique de l'absence de prise en compte de la réalité de terrain », précise Bernard Géry, maraicher et porte-parole du Collectif Sauvons les fruits et légumes de France. *« Nous allons encore en pâtir...mais personne ne se souciera évidemment de la baisse des volumes de production, des emplois perdus et des exploitations menacées! »*

* <http://www.anses.fr/Documents/SANT-Ra-MortaliteAbeilles.pdf>

Né en novembre 2007, le Collectif sauve les fruits et légumes de France constitue un mouvement de citoyens. Il vise à sortir les producteurs de l'impasse réglementaire dans laquelle ils se trouvent. Il rassemble des producteurs issus de l'agriculture biologique et raisonnée de la France entière, membres de toutes les filières et de toutes les sections professionnelles qui, confrontés aux mêmes problèmes, ont décidé de réunir leurs efforts pour sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics aux menaces qui pèsent sur la production hexagonale et aux moyens d'y remédier ; il ne se substitue pas plus qu'il ne concurrence l'organisation traditionnelle de la profession ; il n'a pour but que de la compléter avec le souci, partagé par tous, de l'efficacité. Toutes les cultures de fruits et légumes y sont représentées. Il obtient le soutien de scientifiques, de médecins, mais également de chefs cuisiniers, etc. Il est soutenu par des élus (maires, conseillers généraux et régionaux, députés et sénateurs).

Contact

Tél. : 06 11 91 61 57- contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr